



**PRÉFET  
DE L'EURE-  
ET-LOIR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement Centre-Val de Loire**

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
CS 70527  
28019 CHARTRES Cedex

Chartres, le 24/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SODEM**

1, Place de la Madeleine  
Marchezais  
28410 BROUE

Références : 427/RAPVI/IC220346

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement SODEM implanté 1, Place de la Madeleine Marchezais 28410 BROUE. L'inspection a été annoncée le 09/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SODEM
- 1, Place de la Madeleine Marchezais 28410 BROUE
- Code AIOT dans GUN : 0010000427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SODEM est implantée sur les communes de Broué et Marchezais. Elle est autorisée à exploiter une unité de stockage de céréales par arrêté préfectoral d'autorisation n° 1884 du 6 août 1990.

Depuis la délivrance de l'autorisation, plusieurs modifications ont été portées aux installations existantes.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 16 février 2022 relatif à la mise à jour

administrative des prescriptions applicables à la partie Est de la route départementale 21 de l'établissement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Contrôle des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mai 2021 ;
- Respect de l'échéancier prescrit par le titre 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022.

Par ailleurs, ont également été abordées les suites données par l'exploitant à une partie des constats relevés lors de la précédente inspection - du 3 novembre 2020 - a également été abordée : constats relatifs aux points de contrôle des suites données aux non-conformités concernant la partie ouest de l'établissement, et constats des suites données aux non-conformités concernées en partie par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mai 2021, et par les délais échus de l'échéancier prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022 – cf. Détail au point 2-3) du présent rapport.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Echéancier prescrit - Choix du tiers expert	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 10 - ligne 1 du tableau	/	Mise en demeure, respect de prescription
Echéancier prescrit	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 10 - ligne 2 du tableau	/	Mise en demeure, respect de prescription
Eloignement du personnel non indispensable au fonctionnement du silo	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 8.2.1	NC1* - VI03112020	Mise en demeure, respect de prescription
Risque associé aux poussières	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 3.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rétentions	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Eloignement de stockages aux limites d'établissement, accès pompiers	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.5.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC3* VI03112020	Arrêté Préfectoral du 06/08/1990, article 1.6.5 et 1.6.6	NC3* - VI03112020	Sans objet
NC10 VI03112020	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	NC10 VI03112020	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC3* VI03112020 - Cellules de coupure des transformateurs	AP du 06/08/1990, article 1.6.5	NC3* - VI03112020 AP de Mise en Demeure du 17/05/2021	Sans objet
NC2* VI03112020	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	NC2* VI03112020	Sans objet
NC4* VI03112020	Arrêté Préfectoral du 06/08/1990, article 2.6.24	NC4* VI03112020	Sans objet
NC7* VI03112020	Arrêté Préfectoral du 06/08/1990, article 2.6.27	NC7* VI03112020	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nota :

Lors de cette inspection, les suites données par l'exploitant à une partie des constats relevés lors de la précédente inspection - du 3 novembre 2020 - a également été abordée : constats relatifs aux points de contrôle des suites données aux non-conformités concernant la partie ouest de l'établissement, et constats des suites données aux non-conformités concernées en partie par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mai 2021, et par les délais échus de l'échéancier prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022.

Les suites données aux constats suivants formulés le 3 novembre 2020 n'ont pas été abordées :  
- NC5\*, NC6\*, NC9 : les prescriptions font l'objet d'un échéancier au titre de l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022, non échu au 28/04/2022.

Par ailleurs, pour mémoire la non-conformité NC8 relevée le 3 novembre 2020 a été clôturée - courrier IC210248 du 9 avril 2021 de l'inspection des installations classées au vu de la réponse de l'exploitant du 21 janvier 2021.

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** NC3\* VI03112020 - Cellules de coupure des transformateurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP du 06/08/1990, article 1.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.6.5 : Le matériel électrique devra être au minimum conforme à la norme NFC 15.100.  Ce point a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 17 mai 2021 : Article 1 APMD : La SODEM - Société des Etablissements MARCHAIS [...] est, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Broué [...], mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.6.5 et 1.6.6 de l'arrêté préfectoral n°1884 du 6 août 1990, dans un délai de 6 mois à notification du présent arrêté, en remplaçant les cellules de coupure des transformateurs d'alimentation électrique de ses installations, afin de les protéger du risque incendie mis en évidence par l'APAVE, dans le cadre des vérifications périodiques annuelles des installations électriques du site, en 2018 et 2019.
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté.
<b>Observations :</b>  Constat du 03/11/2020 : NC3* : Le certificat Q18 établi par l'APAVE le 19 novembre 2019 signale que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Les travaux relatifs à la levée des non-conformités à l'origine de ce constat récurrent ne sont pas réalisés au 3 novembre 2020.  Dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L. 171-6 du code de l'environnement en préalable de la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure : - Par courrier du 3 février 2021, l'exploitant a fourni une copie du bon de commande auprès de la société Schneider Electric France des cellules de coupure haute tension à remplacer au niveau des transformateurs d'alimentation électrique de son site; - Par courrier du 26 avril 2021, l'exploitant a déclaré que les cellules HT lui ont été livrées et que l'installation sera effective pour le 30 juin 2021. Il a également déclaré avoir achevé le local d'isolation du poste BT en joignant une photographie. Ce point a été retiré du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.  Documents consultés le 28/04/2022 : Certificat Q18 établi par l'APAVE le 04/12/2020. Le certificat fait état de non-conformités concernant le poste transformation TR1 et TR2 de la nouvelle déshydratation et propose la réalisation de la mise hors tension lors du fonctionnement relai de la protection DGPT2. Certificat Q18 établi par l'APAVE le 19/11/2021. Le certificat fait état de remplacement des cellules HTA (poste nouvelle deshy). Au vu de ce document, l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mai 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Echancier prescrit – Choix du tiers expert

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/02/2022, article 10 - ligne 1 du tableau
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Choix d'un cabinet pour la tierce expertise prescrite à l'article 8.2.1
<b>Prescription contrôlée :</b> Communication au Préfet du choix du cabinet pour la tierce expertise prescrite à l'article 8.2.1 : 15 jours maximum à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas communiqué au Préfet le choix du cabinet pour la tierce expertise prescrite à l'article 8.2.1.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Echancier prescrit - Découplage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/02/2022, article 10 - ligne 2 du tableau
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Découplage
<b>Prescription contrôlée :</b> En référence à l'article 8.2.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/02/2022 :  - Pour le silo 1, détermination des pressions auxquelles doivent résister les dispositifs afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions; - Communication à l'inspection des installations classées d'une note de synthèse présentant de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires le cas échéant, les justifications en application de cet article 15 jours maximum à compter de la notification du présent arrêté. - Le cas échéant, mise en place de dispositifs de découplages résistants aux surpressions déterminées par l'exploitant. - Aménagements sur les manutentions pour éviter la propagation d'une explosion provenant d'un élévateur vers l'intérieur des cellules. Au plus tard 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé une partie des découplages présentés par le bureau d'étude dans sa note d'évaluation du risque d'explosion des silos 1 et 2.  Par ailleurs, le ressort de fermeture de la porte de découplage entre la tour de manutention et le ciel de cellules du silo 1 est peu efficace (il n'assure pas la fermeture complète de la porte).
<b>Observations :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir fait établir par un bureau tiers une étude répondant à la prescription de note de découplage de l'article 8.2.2.1 - Rapport d'étude "Evaluation du risque d'explosion des silos 1 et 2 et des mesures de maîtrises des risques existantes ou à réaliser" du 22/02/2021 établi par le cabinet ADC transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 30/04/2022.  Il a déclaré avoir réalisé un découplage entre la tour de manutention et le ciel de cellules du silo 1.  L'exploitant a déclaré ne pas avoir réalisé une partie des découplages présentés par le bureau d'étude dans sa note d'évaluation du risque d'explosion des silos 1 et 2.  Constats sur site: Le découplage entre la tour de manutention et le ciel de cellules du silo 1 a été constaté sur le terrain. Lors de la visite sur le terrain, il a été remarqué que le ressort de fermeture de la porte de découplage entre la tour de manutention et le ciel de cellules du silo 1 est peu efficace (il n'assure pas la fermeture complète de la porte).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Eloignement du personnel non indispensable au fonctionnement du silo

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/02/2022, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eloignement du personnel non indispensable au fonctionnement du silo
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans l'intervalle de ces études, et dans un délai de quinze jours à notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre a minima les dispositions prévues dans son étude de dangers, l'étude du risque d'ensevelissement et son courrier du 14 janvier 2020 susvisés, notamment les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• tout personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaires,</li></ul>

commerciaux...) est éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au-moins 10 mètres pour les silos plats et de la distance d'ensevelissement définie dans l'étude de dangers pour les silos verticaux palplanche 1 et 2 (19 m pour le silo palplanche 1, 21,7 m pour le silo palplanche 2) et de 25 m pour les silos verticaux de l'aire 1. Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales susvisées ;

- un filmage des vitres des locaux de bureaux et de la salle de contrôle/ salle de repas ou le remplacement des vitres par un matériau non contondant en cas de surpression, est réalisé afin de protéger les personnes présentes des bris de vitre en cas de surpression accidentelle. [...]

**Constats :** Selon le témoignage de l'exploitant, deux bureaux situés à une distance de moins 25 m des capacités de stockage et de la tour de manutention du silo vertical n° 1 sont potentiellement occupés, une heure par jour, selon les déclarations de l'exploitant, par trois commerciaux; et la salle de réunion/repas n'a pas fait l'objet d'aménagement prescrit pour les vitres.

**Observations :** Pour mémoire : Ce point a fait l'objet du constat fait lors de la précédente inspection :

NC1\* - art. 7 de l'AM du 29/03/04 mod : Deux bureaux situés à une distance de moins 25 m des capacités de stockage et de la tour de manutention du silo vertical n° 1 sont potentiellement occupés, une heure par jour, selon les déclarations de l'exploitant, par trois commerciaux.

Par courrier du 22/01/2021, l'exploitant a apporté la réponse suivante : "Le déplacement du personnel non indispensable à l'exploitation du silo a commencé. Un bureau a déjà été déplacé, comme vous avez pu le constater lors de votre visite. Le déplacement des commerciaux, présents de manière très ponctuelle dans le bureau précité, nécessite des travaux d'aménagement coûteux qui impacte l'ensemble du bâtiment.

Au regard du temps de présence très modeste de ces commerciaux dans le bâtiment, nous considérons que leur exposition au risque est toute relative. Pour autant, leur déplacement sera réalisé.

Comme préconisé dans votre projet modificatif de notre arrêté d'autorisation d'exploiter, en cours de discussion, nous sommes en train de faire réaliser une étude par un cabinet d'étude afin de mettre en place des mesures de sécurité compensatoires, afin de protéger l'ensemble du bâtiment. Voir annexe 1 – Étude du bureau d'étude LAMALLE".

Par courrier du 9 avril 2021, l'inspection des installations classées a indiqué les éléments suivants : "Elle prend note des éléments de réponse apportés par l'exploitant en réponse à la non-conformité NC 1. Le plan joint en annexe 1 représente l'implantation d'un mur de protection entre le silo n°1 et le bâtiment administratif. Comme indiqué, le projet d'arrêté préfectoral en cours impose en son article 8.2.1 à l'exploitant de compléter l'étude de dangers afin de démontrer la capacité du bâtiment abritant les bureaux de son établissement à supporter le poids des matières qui seraient épandues (grains, structure du silo...) en cas de rupture de paroi du silo n°1."

Suite à l'instruction sus-évoquée, l'arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 16 février 2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription



**Nom du point de contrôle : NC2\* VI03112020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Communication entre la tour de manutention et le ciel de cellule du silo 1
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent : - en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ; [...]
<b>Constats :</b> Pas de non respect constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 03/11/2020 : NC2* : La tour de manutention du silo n°1 est en communication avec la galerie sur cellules, ou ciel de cellules, et les capacités de stockage de ce même silo.  Le 28/04/2022, l'exploitant a déclaré avoir réalisé un découplage entre la tour de manutention et le ciel de cellules du silo 1.  Le découplage entre la tour de manutention et le ciel de cellules du silo 1 a été constaté sur le terrain. Lors de la visite sur le terrain, il a été remarqué que le ressort de fermeture de la porte de découplage entre la tour de manutention et le ciel de cellules du silo 1 est peu efficace (il n'assure pas la fermeture complète de la porte) - cf. fiche de visite relative au point d'échéancier - article 10 ligne 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC3\* VI03112020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/1990, article 1.6.5 et 1.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'installation électrique [...] sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. [...]
<b>Constats :</b> Vérification incomplète des installations électriques par l'organisme de vérification (absence de vérification en coupure totale sur une partie des installations, absence de mesure de certaines continuités notamment).
<b>Observations :</b> Constat du 03/11/2021 : NC3* - articles 1.6.5 et 1.6.6 AP06/08/1990 : [ Le certificat Q18 établi par l'APAVE le 19 novembre 2019 signale que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Les travaux relatifs à la levée des non-conformités à l'origine de ce constat récurrent ne sont pas réalisés au 3 novembre 2020]. Les rapports relatifs aux vérifications des installations électriques réalisées en 2018 et 2019 font mention que l'ensemble des installations électriques de l'établissement n'est pas contrôlé, en regard des autorisations requises, notamment de coupure, non délivrées par l'exploitant.  Nota : La première partie de la non-conformité a fait l'objet d'un courrier de réponse de l'exploitant du 22 janvier 2021, d'un courrier de l'inspection des installations classées à l'exploitant du 9 avril 2021 et de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mai 2021, noté entre [ ...] ci-dessus. Les suites données à cette partie ont été abordées dans la fiche du point de contrôle des suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure; elle ne sont pas reprises au présent point.  Document consulté le 28/04/2022 : Certificat Q18 établi par l'APAVE le 19/11/2021. Le certificat fait état de remplacement des cellules HTA (poste nouvelle deshy). L'exploitant déclare que les essais en coupure hors tension des cellules des transformateurs ont pu être réalisés. Ce document conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Néanmoins, au vu de ce document, la vérification des installations électriques n'a pas été complète (absence de vérification en coupure totale sur une partie des installations, absence de mesure de certaines continuités notamment).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC4\* VI03112020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/1990, article 2.6.24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de remplissage et de soutirage et les salles de pompes devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté sur le contrôle réalisé.
<b>Observations :</b> Constat du 03/11/2020 : NC4* : Fuites au niveau de la pompe de liquides inflammables à l'origine des irisations de fioul, observée le 24 septembre 2019, sur la dalle près d'une ouverture sur des gaines techniques enterrées.  Courrier de l'exploitant du 22/01/2021 : "Une mesure compensatoire (pose d'un récipient récupérateur) a été mise en place. Une pompe neuve a été commandée et sera mise en place dès réception (courant février). Le bon de commande en joint en annexe 2."  Le 28/04/2022, l'exploitant déclare avoir mis en place la nouvelle pompe.  L'inspection des installations classées a visuellement constaté que la pompe a été remplacée par une pompe visiblement neuve. L'endroit de la dalle où les irisations étaient visibles lors des précédentes inspections était sec le 28 avril 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC7\* VI03112020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/1990, article 2.6.27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe devra être assurée en permanence.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté sur le contrôle réalisé.
<b>Observations :</b> Constat du 03/11/2020 : NC7* : Il a été constaté la présence de corrosion sur les réservoirs aériens de FOD, tout particulièrement au niveau de la première virole de ces réservoirs.  Courrier de réponse de l'exploitant du 21/01/2021 : "Un léger décapage et un traitement anti corrosion sera réalisé courant février 2021."  Le 28/04/2022, l'exploitant déclare avoir repris les points de corrosion.  L'inspection des installations classées a visuellement constaté la présence d'un revêtement nouvellement appliqué sur les points de corrosion de la partie visible du réservoir contrôlé par sondage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC10 VI03112020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b> En matière de risque foudre, il reste à l'exploitant à présenter un justificatif d'introduction d'un paragraphe spécifique dans les plans de prévention pour tous travaux en toiture.
<b>Observations :</b> Constat du 03/11/2021 : NC10 : L'exploitant n'a pas mis en place les mesures de prévention préconisées par l'organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, visant à interdire le dépotage d'hydrocarbures sur l'aire 25, et à introduire un paragraphe spécifiques dans les plans de prévention pour tous travaux en toiture.  Courrier de réponse de l'exploitant du 21/01/2021 : "Ces mesures seront affichées en février."  Courrier de l'exploitant du 26/04/2021 : "Les consignes de sécurité sur l'aire 25 (dépotage d'hydrocarbures) sont affichées."  Le 28 avril 2022, l'inspection des installations classées a constaté l'affichage d'une consigne sur l'aire de dépotage des hydrocarbures.  Pour mémoire : le contenu des consignes n'est pas contrôlé, il relève de la responsabilité de l'exploitant.  Il reste à l'exploitant à présenter un justificatif d'introduction d'un paragraphe spécifique dans les plans de prévention pour tous travaux en toiture.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risque associé aux poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/02/2022, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Empoussièrement des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m². [...]
<b>Constats :</b> Empoussièrement notable des installations du ciel de cellules du silo 1, également des parois.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que le silo A était en cours de nettoyage. L'inspection des installations classées a constaté un empoussièrement notable des installations du ciel de cellules du silo 1, également des parois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/02/2022, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...]
<b>Constats :</b> Produit susceptible de créer une pollution des sols ou des eaux (PIRIGRAIN) hors rétention.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un fût de produit de traitement des grains hors de la rétention au rez-de-chaussée du silo 1. L'exploitant a expliqué que cette situation est transitoire, du fait du nettoyage du silo en cours.  Il lui appartient de trouver une organisation permettant le maintien des rétentions pendant les périodes de maintenance, nettoyage; ces périodes étant également de façon générale, parfois à l'origine d'incidents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Eloignement de stockages aux limites d'établissement, accès pompiers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.5.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eloignement aux limites d'établissement, accès pompiers
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.5.3.3 : [...] Les stockages de bois sont implantés et maintenus à une distance d'au moins 6 mètres des limites de l'établissement. À défaut, ils respectent les dispositions suivantes : La hauteur de piles de bois ne dépasse pas trois mètres ; si celles-ci sont situées à moins de 5 mètres des murs de ceinture, leur hauteur est limitée à celle desdits murs diminuée de 1 mètre, sans en aucun cas pouvoir dépasser trois mètres. Ces murs séparatifs sont en matériaux MO et soupe-feu de degré deux heures, surmontés d'un auvent d'une largeur de trois mètres (projection horizontale) en matériaux MO et pare-flamme de degré une heure. Dans le cas où le dépôt est délimité par une clôture non susceptible de s'opposer à la propagation du feu, telle qu'un grillage, une palissade, une haie, etc., l'éloignement des piles de bois de la clôture devra être au moins égal à la hauteur des piles.  Article 1.2.3 : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon présentée en annexe 2 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Présence de stockages de bois à proximité des limites d'établissement (palettes en bordure de haie longeant la route et près d'un accès pompiers, grumes pour une partie du stockage).
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence de stockages de bois à proximité des limites d'établissement (palettes en bordure de haie longeant la route et près d'un accès pompiers, grumes pour une partie du stockage).  Il est par ailleurs rappelé à l'exploitant les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février, notamment ses articles : - 7.2.3, qui dispose notamment que les voies de circulation et d'accès sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté; - 1.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2022 : le stockage de palettes constaté le 28 avril 2022 ne figure pas parmi les installations autorisées au titre de la rubrique 1532 par l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral précité; - du chapitre 7.1 : la mise en conformité ne doit pas conduire à la génération d'effet domino au regard des autres installations.  L'exploitant pourrait utilement délimiter les limites de stockage par marquage sur les lieux pour permettre de visualiser plus facilement et éviter les dérives.  A noter que la distance entre le stockage de grumes et le parking SNCF était conforme (de l'ordre de 6 mètres) au moment de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription